

UNCLDC/III/CP/13
20 juillet 2000

FRANÇAIS
ANGLAIS ET FRANÇAIS SEULEMENT

**TROISIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

RÉSUMÉ DU PROJET DE PROGRAMME NATIONAL D'ACTION

GE.00-51625 (F)

I. INTRODUCTION

1. Avec une densité de population de 752 habitants au kilomètre carré, le Bangladesh, mis à part un certain nombre de villes-États, était le pays où cette densité de population était la plus forte du monde. Avec un PIB par habitant de 276 dollars des États-Unis, le Bangladesh se situait à peine au-dessus du petit nombre de pays occupant l'extrémité basse de l'échelle des revenus et se trouvait donc classé parmi les pays les moins avancés. L'agriculture représentait près de 30 % du PIB et occupait, directement et indirectement, plus de 60 % de la population active. Quant à l'industrie manufacturière, la part du PIB qu'elle représentait n'évoluait guère et se situait à 13 % environ.

2. Un bon nombre des questions traitées dans le Programme d'action de 1990 ont été déterminées par les événements de la décennie précédente. Sous l'effet du Programme d'ajustement structurel, il avait été adopté toute une gamme de réformes de principe, lesquelles ont rectifié la plupart des grands paramètres macroéconomiques et permis de s'en tenir à un déficit budgétaire global représentant 5 % du PIB environ. La forte croissance des exportations et des envois de fonds des travailleurs émigrés a contribué à maintenir autour de 3 % du PIB le déficit de la balance des opérations courantes et l'inflation a conservé un taux à un chiffre. En revanche, la croissance économique s'est située à 4 % environ, ce qui est décevant, l'épargne intérieure atteignant le faible taux de 11 %, le taux d'investissement s'établissant à 17 %, et l'investissement étranger direct à un taux annuel inférieur à 10 millions de dollars des États-Unis par an. L'assise de la production et celle de l'exportation sont restées peu diversifiées, l'économie étant donc extrêmement vulnérable en cas de catastrophe naturelle ou de choc économique extérieur.

3. En matière de développement social, les résultats du Bangladesh mesurés par les indicateurs voulus étaient également fort médiocres. Environ 48 % de la population se trouvaient en deçà du seuil de pauvreté. La mortalité infantile s'établissait à 92 pour mille naissances et l'espérance de vie à 56 ans. Un cinquième environ de la population n'avait pas accès à l'eau potable et le taux d'alphabétisation était de 44 % pour les hommes et de 26 % pour les femmes. L'effectif brut des élèves inscrits à l'école primaire représentait bien 76 % de la population scolarisable mais 41 % seulement des élèves inscrits menaient leurs études primaires à leur terme.

II. L'ÉCONOMIE DU BANGLADESH PENDANT LES ANNÉES 90

Le bilan économique et social des années 90

4. *La croissance économique.* Pendant les années 90, les résultats obtenus par le Bangladesh du point de vue de la croissance se sont considérablement améliorés par rapport à la décennie précédente. Si le taux équivalent annuel de croissance du PIB est resté à peine supérieur à 4 % pendant la première moitié de la décennie, il a atteint 5,1 % pendant la seconde moitié, d'où un taux de croissance de 4,8 % sur l'ensemble de la décennie. Le taux de croissance par habitant a, lui aussi, progressé à un taux équivalent annuel encourageant de 3,3 % pendant la décennie, ce qu'il faut en partie imputer au ralentissement du taux de croissance démographique, qui était de 2,2 % pendant les années 80 et n'était plus que de 1,7 % pendant les années 90. Toutefois, le PIB par habitant s'établissait en 1998-99 à 368 dollars des États-Unis, ce qui demeure bas par rapport aux autres pays voisins d'Asie du Sud et aux pays à faible revenu en général.

5. *Le bilan sectoriel.* Les cultures agricoles représentaient 30,3 % du secteur en 1990-91 et 22,9 % en 1999-2000. Si le taux de croissance global pour les années 90 (1,4 %) a été inférieur au chiffre de la décennie précédente et si même l'on a en fait enregistré un taux de croissance négatif au cours de la première moitié des années 90, le secteur n'en a pas moins progressé au rythme de 3,7 % au cours de la seconde moitié de la décennie. Parmi les activités agricoles ne relevant pas de la culture proprement dite, c'est la pêche qui a progressé de la façon la plus prononcée au cours des années 90. Avec un taux de croissance de 2,2 % pendant les années 80 qui est passé à 7,8 % pendant les années 90, la part de la pêche dans le PIB a progressé de plus d'un point de pourcentage pour atteindre près de 4 %. Les deux autres activités indépendantes de la culture, c'est-à-dire le secteur de la sylviculture et celui de l'élevage, ont progressé à des taux moyens au cours des années 90 et la part qu'ils occupent dans le PIB s'est contractée. Par ailleurs, le bilan du secteur manufacturier est globalement décevant. Si le taux de croissance équivalent annuel a atteint 8,2 % pendant la première moitié des années 90 contre 3,1 % au cours de la décennie précédente, il est retombé à 5,5 % au cours de la seconde moitié des années 90. Il faut l'imputer en partie au fait que la croissance élevée reposait sur un petit nombre de branches d'exportation, en particulier la confection, qui ont commencé à s'essouffler pour différentes raisons.

6. *L'évolution structurelle.* L'agriculture qui représentait 29,2 % du PIB en 1990-91 n'en représentait plus que 25,5 % en 1999-2000. Ce recul a été compensé par un relèvement de la part de l'industrie manufacturière et du bâtiment. En effet la part de l'industrie manufacturière est passée de 12,9 % du PIB en 1990-91 à 15,4 % en 1998-99. Toutefois, le rythme de la croissance dans ce secteur et la part que celui-ci occupe actuellement dans le PIB sont, semble-t-il, trop modestes pour que ce soit ce secteur qui ouvre la voie à une forte croissance économique à même de revêtir un rythme soutenu sur le moyen terme.

7. *Les questions sociales.* Le Bangladesh affiche des résultats relativement bons en matière de développement humain. Les grands indicateurs sociaux, comme l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile et le taux de fécondité totale sont supérieurs aux taux moyens enregistrés dans les PMA. Il convient toutefois de noter que si les indicateurs ci-dessus nous donnent des *taux d'évolution*, les *niveaux* effectivement atteints demeurent faibles par rapport à beaucoup d'autres PMA. En outre, d'autres indicateurs, par exemple la croissance du revenu par habitant ou la réduction de la pauvreté mesurée par le revenu, sont peu satisfaisants.

8. *Les enseignements à tirer du bilan.* L'expérience du Bangladesh prouve qu'il est parfaitement possible d'enregistrer de bons résultats sur le plan social même quand la croissance demeure faible. Beaucoup de progrès utiles sur le plan social, consistant par exemple à réduire la mortalité infantile, à limiter la croissance démographique, à populariser l'enseignement élémentaire, ou à émanciper la femme, ne sont pas obligatoirement freinés quand le pays n'est que modérément riche d'après son PIB par habitant. Un bon bilan social ne passe pas nécessairement par la croissance ou n'est pas nécessairement subordonné à la réalisation d'objectifs de croissance assez élevés. Certes, une croissance économique rapide peut considérablement favoriser la réalisation de ces objectifs sociaux. Mais la croissance économique est souvent entravée par certains éléments de vulnérabilité ou par des catastrophes naturelles. Et même quand ces éléments affaiblissent les résultats en matière de croissance, il n'existe aucun obstacle insurmontable qui empêche de réaliser un bon bilan social au moyen d'une action publique plus forte, d'une plus grande sensibilisation de la population et d'un activisme civique plus étoffé accompagnés d'une politique adaptée en matière d'aide internationale.

Comment le développement du Bangladesh s'est accéléré dans les années 90

9. Grâce en partie du moins à des initiatives prises dans les années 80, le Bangladesh peut aujourd'hui faire état d'une série de résultats positifs enregistrés au cours des dix dernières années qui ont favorisé le développement global du pays. Dans le domaine économique, la mise en place par l'État du cadre macroéconomique actuel a manifestement eu un effet stabilisateur. En outre, l'État a adopté toute une série d'initiatives de fond visant à déréglementer et libéraliser le marché. Les restrictions qui étaient imposées à l'investissement privé (tant national qu'étranger) n'existent pratiquement plus aujourd'hui et l'obligation de faire avaliser les projets d'investissement a été supprimée. Dès qu'il a donné au secteur privé accès au développement de l'infrastructure, le Bangladesh a bénéficié d'investissements étrangers qui sont déjà fort importants dans les secteurs de l'électrification et des télécommunications où les blocages commencent à se réduire. Dans le secteur du commerce extérieur, la libéralisation a également acquis un rythme particulièrement élevé et créé beaucoup de débouchés.

10. Dans le secteur de l'agriculture et du développement rural, l'exécution sous sa forme révisée de la Stratégie de développement rural du milieu des années 80 s'est poursuivie et privilégié de plus en plus la création d'infrastructures matérielles (routes, marchés, installations de stockage, électrification, petite irrigation, etc.). Ces projets ont, semble-t-il, considérablement stimulé l'économie en milieu rural et sont reconnus à leur juste valeur sur le plan international. L'importation par le secteur privé de céréales alimentaires, autorisée depuis 1994, a joué un rôle positif depuis cette date pour ce qui est de maintenir le plafond des prix au niveau du prix de référence. Dans l'ensemble, les céréales alimentaires n'ont pas vraiment fait défaut au cours des années 90. Des conditions météorologiques favorables associées à un soutien prudent des pouvoirs publics ont permis au Bangladesh de bénéficier de récoltes exceptionnelles pendant la seconde moitié de la décennie.

11. Le Bangladesh a en outre pu progresser considérablement sur la voie des solutions à apporter aux multiples problèmes liés à la pauvreté dont il souffre, ce qui l'autorise à se montrer aujourd'hui plus optimiste quant à son aptitude à régler des problèmes sociaux dont le poids est étonnamment lourd. C'est tout particulièrement en ce qui concerne la maîtrise de la croissance démographique que le Bangladesh a obtenu les résultats les plus impressionnants. Cette croissance démographique, en effet, est aujourd'hui l'une des plus faibles du monde en développement. Et, à la différence des pays d'Asie de l'Ouest et de l'Est, le Bangladesh est passé d'un régime de fécondité très forte à un régime de fécondité faible alors que le revenu national demeurait relativement peu élevé.

12. Dans un pays qui a souvent été victime de graves cycles de sécheresse et d'inondation, l'approche adoptée vis-à-vis des catastrophes naturelles a beaucoup évolué, notamment en ce qui concerne la capacité de faire face aux catastrophes, l'atténuation desdites catastrophes et les moyens de les maîtriser quand elles sont arrivées. Par exemple, d'après les données hydrologiques, l'inondation de 1998 a été plus forte que celle de 1988 quant à son intensité et son étendue géographique. Or, sur le plan macroéconomique et sur le plan social, ses conséquences ont été très inférieures à celles de l'inondation de 1988, ce qui tend à prouver que l'État et la société en général commencent peu à peu à maîtriser l'un des fléaux les plus graves dont le pays ait à souffrir.

13. Des initiatives de portée mondiale, sous la forme d'une assistance financière et technique visant à compléter l'action de développement menée par le Bangladesh dans tous les secteurs, font partie intégrante du Programme d'action pour les années 1990. Ces initiatives ont et devraient continuer d'avoir un effet positif sur l'économie du Bangladesh, son administration et la société bangladaise en général.

Les obstacles qui ont gêné le développement du Bangladesh dans les années 90

14. En dépit d'un bon nombre des initiatives de fond prises par l'État qui ont été évoquées ci-dessus, le Bangladesh continue de lutter pour traduire les principes en action concrète, c'est-à-dire pour mettre en place un cadre juridique et réglementaire donnant suite aux principes d'action adoptés, pour trouver les moyens d'assurer l'application de la réglementation et pour créer des structures d'appui institutionnelles propres à faciliter la mise en œuvre des principes d'action. L'extrême médiocrité de la gestion de l'économie est évidente dans les services des organes de l'État dont les clients sont bien rarement satisfaits. Cette situation se retrouve dans tous les services économiques et sociaux de l'État – depuis l'entretien des routes, des centrales de production et des stations de distribution d'électricité jusqu'aux télécommunications et aux soins de santé publique. Dans certains cas, la médiocrité du service est en partie imputable à l'archaïsme des infrastructures et à des technologies dépassées, mais, la plupart du temps, il faut incriminer l'inefficacité du logiciel institutionnel et humain. Piètre motivation, manque de moyens réglementaires, absence de l'"aptitude à diriger" le pays dans la bonne voie : voilà certains des maux familiaux propres à la mauvaise gestion des affaires publiques.

15. Dans le secteur manufacturier, les principaux obstacles au développement des entreprises sont, pour ne citer que ceux-là, les pesanteurs bureaucratiques, les problèmes de financement, le sous-développement des infrastructures, le retard technologique, l'absence de travailleurs qualifiés, les troubles de l'ordre public, l'instabilité politique et le fait que la production est supplantée par l'importation. Les investisseurs protestent contre le harcèlement, les retards, la corruption dont ils sont victimes dans les ports, les banques, les services fiscaux et les organismes de fourniture de services collectifs et de services de soutien. Leur activité coûte cher aux entreprises et l'extorsion donne à ce coût des proportions inquiétantes. Le développement de l'infrastructure, notamment en ce qui concerne l'électrification, les ports, les télécommunications, est d'une lenteur alarmante, il ne semble pas vraiment que le Bangladesh cherche à remédier d'une façon ou d'une autre à sa pratique habituelle qui est de ne pas assurer le service de ses emprunts, et, globalement, le pays progresse très peu sur la voie de la privatisation.

16. Avec la libéralisation de la politique commerciale, le Bangladesh subit de plus en plus fortement les effets négatifs de la mondialisation car le pays s'emploie à rester concurrentiel. Il est difficile aux entreprises bangladaises de fournir les biens et les services de la qualité requise ainsi que les ressources humaines dûment formées, tandis que divers blocages du côté de l'offre placent les branches d'activité locale dans une situation d'infériorité relative par rapport aux importations qui les concurrencent. Dans l'ensemble, le Bangladesh n'est pas vraiment parvenu à lever les obstacles non liés aux prix ou les obstacles structurels qui s'opposent à la croissance des exportations. La compétitivité-prix était certes une condition nécessaire mais non pas suffisante pour réaliser une croissance des exportations qui soit suffisamment diversifiée. C'est parce que le pays n'est pas parvenu à s'assurer une plus large compétitivité structurelle que la gamme des exportations est encore très étroite tant du point de vue de leur composition que de leur

destination et qu'il n'a pas été possible de renouveler dans d'autres secteurs potentiels le succès spectaculaire de l'exportation d'articles de confection. Le Bangladesh n'a donc pas réussi à diversifier ses marchés d'exportation ni à gravir des échelons sur l'échelle du rapport qualité-prix.

17. Malgré les progrès réalisés dans le secteur agricole, l'insécurité alimentaire est toujours un problème chronique pour près de la moitié de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté. En même temps, les courants d'aide alimentaire à destination du Bangladesh sont en baisse pour certaines des raisons ci-après : l'aide fait l'objet d'une concurrence accrue de la part des bénéficiaires, le climat de l'aide s'altère, l'accord de l'OMC relatif à l'agriculture rompt le lien entre l'exportation de céréales alimentaires et l'aide alimentaire, et la production nationale de denrées alimentaires devrait s'intensifier. Toutefois, le recul de l'aide alimentaire a retiré à l'État certains moyens dont auraient systématiquement bénéficié les ménages pauvres.

18. Les indications disponibles font également apparaître une tendance à la baisse de l'aide extérieure au développement dans son ensemble, contrairement à l'engagement contracté au titre du Programme d'action pour les années 90. Mais la situation est tout aussi alarmante en ce qui concerne le niveau d'utilisation de l'aide qui n'a cessé de baisser régulièrement pendant toute la décennie. Au cours des trois dernières années, les sommes effectivement décaissées ont représenté 60 à 80 % des engagements. En 1999-2000, le montant de l'aide extérieure qui se trouvait ainsi en attente dans la filière s'établissait à 6 375 millions de dollars des États-Unis, ce qui représente plus de trois ans d'engagements d'aide extérieure contractés pendant la période et le niveau ainsi atteint était de près de 94 millions de dollars supérieur au niveau relevé au début de la décennie.

19. Autre obstacle au développement, l'aggravation de l'instabilité sociale, de la violence et de la délinquance. Il faut en partie imputer cette aggravation à l'opposition croissante des minorités ethniques, tout particulièrement les populations habitant les hauteurs, les Chittagong Hill Tracts, opposition qui s'explique jusqu'à un certain point par l'échec de l'intégration nationale, le pays n'accueillant pas très largement des éléments étrangers à la population bengalie, et le phénomène est d'autant plus accusé que les politiques de développement adoptées pendant les décennies précédentes étaient insensibles aux problèmes sociaux et n'envisageaient pas de formule permettant aux populations non intégrées de rattraper leur retard. Et l'on constate en même temps que, sur le plan de l'ordre public, le climat se dégrade en général, ce qui se manifeste en particulier par une intensification de la violence dirigée contre les femmes.

20. Au cours de la dernière décennie, la dégradation de l'environnement s'est encore accusée au Bangladesh : les ressources halieutiques s'appauvrissent, la qualité de l'eau pâtit notamment de la pollution par l'arsenic, le déboisement atteint le rythme de 3 à 4 % par an, les ressources foncières collectives sont surexploitées en raison de la pauvreté et du manque toujours plus prononcé de terres; il faut aussi compter avec la pollution due à l'industrie et aux véhicules, et avec une exploitation des ressources à des fins commerciales qui n'est assujettie à aucune restriction et ne pourra pas être durable. On signale par ailleurs que les terres se dégradent de façon massive, ce qui se traduit notamment par la désertification, l'érosion et la salinisation. Inévitablement, ce sont les pauvres qui sont les principales victimes du phénomène.

21. En dernier lieu, il faut signaler que le Bangladesh continue d'être extrêmement exposé aux catastrophes naturelles qui, même si le pays semble améliorer sa capacité à maîtriser ce type de situation, ont inévitablement de lourdes incidences sur son développement. Au cours de la dernière décennie, le Bangladesh a connu en 1994 une sécheresse grave et, en 1998, des inondations.

III. LE PROGRAMME D'ACTION POUR LE BANGLADESH PENDANT LA PÉRIODE 2001-2010

22. *La croissance économique et l'évolution structurelle.* Pour que la croissance économique modifie sensiblement la situation actuelle qui condamne le Bangladesh à la pauvreté et au chômage, il faut que le pays porte la croissance à un niveau viable qui approche les 7 % sur le moyen terme. La part de l'industrie et des services modernes dans la production devra s'élargir sensiblement pendant la prochaine décennie pour prolonger et accélérer la dynamique de croissance déjà enclenchée.
23. *Développement de l'agriculture et du milieu rural.* Comme l'agriculture et le secteur rural continuent d'occuper une place prédominante dans l'économie d'ensemble, il faut que le Bangladesh se dote d'un secteur agricole en bonne santé s'il veut qu'une politique de croissance ou de dépaupérisation, quelle qu'elle soit, aboutisse. Les domaines critiques pour lesquels il faut prévoir un soutien sont ceux a) du crédit agricole, b) des subventions destinées à couvrir le prix des moyens de production, c) du coût de la transformation et de la commercialisation de produits d'exportation potentiels, d) du crédit à l'exportation, et e) de la recherche et d'un système de vulgarisation destiné à diffuser de meilleures techniques et de meilleures pratiques à appliquer à des cultures autres que celle du riz et aux autres activités agricoles que la culture. Le Bangladesh doit à cet égard chercher à concilier les directives opposées que donnent l'OMC, la Banque mondiale et le FMI. Il faut que le Bangladesh continue de pratiquer sa stratégie de développement rural intégré en s'attachant principalement à développer les infrastructures du milieu rural.
24. *La sécurité alimentaire.* Pour que l'État puisse avoir des moyens à consacrer à la lutte contre la pauvreté ainsi qu'à d'autres programmes de développement, il faut mettre fin au tarissement progressif des courants d'aide alimentaire qui s'inscrit désormais sur la longue période. Il faut absolument que les donateurs étoffent régulièrement le courant de ressources à consacrer aux solutions à apporter au problème de l'insécurité alimentaire au Bangladesh.
25. *Croissance du secteur manufacturier et développement du secteur privé.* Il est indispensable de remédier aux faiblesses des services d'intermédiation financière pour pouvoir assurer la progression de l'investissement privé en général et la croissance du secteur manufacturier en particulier. Assurer le recouvrement des créances par les moyens de répression prévus par la loi, chercher à isoler le système bancaire du régime politique, demander à la banque centrale de donner à ses contrôles un caractère plus strict et réformer les institutions financières du secteur public, voilà quelles doivent être les priorités absolues en vue du développement du secteur privé au cours des dix années qui viennent. Assouplir les blocages dans l'infrastructure et améliorer la gestion des pouvoirs publics dans les ports, les services du fisc, les services collectifs et autres services publics revêtent également une importance vitale quand on veut développer le secteur privé et assurer la croissance de l'industrie manufacturière. La dérégulation, la privatisation, la rationalisation dans l'exercice de tout pouvoir discrétionnaire sont nécessairement les principaux instruments à utiliser pour résoudre les problèmes liés à la gestion des affaires publiques.
26. *La stabilité macroéconomique : le programme budgétaire.* Contenir le déficit budgétaire, limiter le financement du déficit par les ressources intérieures, améliorer le recouvrement de l'impôt, mieux maîtriser les dépenses courantes et améliorer la qualité des dépenses de

développement, voilà, semble-t-il, les pierres angulaires du programme budgétaire à adopter pour la décennie à venir. Il faut aussi, pour alléger la situation budgétaire, atténuer les pressions qu'exercent les fortes pertes que les entreprises publiques continuent d'enregistrer et les prêts non productifs dans le secteur commercial nationalisé.

27. *L'énergie et l'infrastructure.* Il faut continuer d'encourager l'investissement privé dans l'infrastructure. Pour progresser davantage dans les secteurs intéressés, il faudra a) restructurer et réformer les organismes parapublics compétents pour faire plus largement place au secteur privé et lui apporter un soutien plus efficace et b) créer des équipements d'infrastructure complémentaires, c'est-à-dire des lignes de transmission et de distribution d'électricité qui auront été modernisées ainsi que des voies d'accès en fibre optique pour les télécommunications. L'un des principaux domaines d'action à retenir pour la prochaine décennie consistera à aménager l'équipement des grands ports du pays et à en améliorer la gestion car les déficiences à cet égard ont créé des obstacles considérables à l'essor du commerce.

28. *L'exportation.* Le Bangladesh n'est pas parvenu à favoriser l'exportation et son principal échec en la matière tient à l'insuffisance des remèdes qu'il faut apporter aux facteurs de croissance de l'exportation qui sont indépendants des prix, tout particulièrement les institutions, les infrastructures et la mise en valeur des ressources humaines. Ce sera donc toujours dans ces domaines que se situeront les principales actions à mener au cours de la prochaine décennie. Il faudrait aussi que la communauté internationale s'engage plus fermement et plus concrètement à ouvrir l'accès aux marchés et à apporter son soutien financier et technique afin d'assurer la diversification des exportations et d'étoffer la compétitivité à l'exportation.

29. *L'aide extérieure au développement.* En l'occurrence l'action prioritaire à mener pendant la prochaine décennie consistera à améliorer les niveaux d'utilisation de l'aide et à faire baisser le montant de l'aide mise en attente. Il faut qu'en même temps la communauté internationale inverse la tendance à la baisse de l'aide extérieure, tout particulièrement en ce qui concerne l'aide accordée à des conditions de faveur.

30. *Les envois de fonds des travailleurs à l'étranger.* L'État doit s'employer par un effort concerté à envoyer plus de main-d'œuvre travailler à l'étranger pour bénéficier d'envois de fonds accrus de la part des travailleurs émigrés.

31. *Définition d'objectifs sociaux pour le Bangladesh.* S'inspirant de l'exemple des objectifs qui sont arrêtés sur le plan international et régional (par exemple, les "objectifs d'Action 21", les "objectifs de la CESAP" ou les objectifs fixés au titre de la "Déclaration de Paris"), le Bangladesh met au point des objectifs qui sont dûment adaptés à sa situation. À l'aide de 20 indicateurs conçus d'après une plus large gamme de *moyens à prévoir pour lutter contre la pauvreté* qui a été mise au point par Amartya Sen, le Bangladesh vise à remédier non pas simplement à l'insuffisance des revenus financiers mais aussi aux manques dont le bien-être souffre sous d'autres aspects.
